

Ainsi l'action accordée par l'article 64 du Code de commerce contre les associés non liquidateurs, leurs veuves, héritiers ou ayants cause, courra malgré la minorité et l'interdiction (1).

Il en est de même dans les cas des articles 443 et 444 du Code de commerce. Mais le développement de ceci se rattache au commentaire de ce dernier Code, et nous ne pouvons pas nous en occuper ici.

1039. Au surplus, on n'oubliera pas que dans le droit civil la prescription ne court jamais contre les mineurs, à l'exception des cas déterminés par la loi (2). Dans le silence des dispositions spéciales du Code Napoléon, on prendra donc pour règle la suspension.

ARTICLE 2279.

En fait de meubles, la possession vaut titre.

Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains duquel il la retrouve; sauf à celui-ci son recours contre celui duquel il la tient.

ARTICLE 2280.

Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant de choses pareilles, le propriétaire

disait positivement. Dunod, p. 242. Cujas, sur la loi 50, D. de Minorib., Mais voy. M. E. Persil, *Lettre de change*, sur l'article 189, n° 16.

(1) M. Merlin, *loc. cit.*

(2) Art. 2252.

originnaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

SOMMAIRE.

- 1040. Disposition du droit romain sur la prescription des meubles.
- 1041. Ancienne jurisprudence française. Variété dans les usages locaux. Opinion de ceux qui pensaient qu'en fait de meubles la prescription n'était pas nécessaire, et que la possession suffisait pour mettre à l'abri de la revendication. Opinions contraires.
- 1042. Du reste, on était d'accord pour ne pas accorder l'action possessoire en fait de meubles.
- 1043. Volonté du Code Napoléon. Système de M. Toullier. Système de M. Delvincourt. Système de l'auteur plus rapproché de celui de M. Delvincourt, mais absolument contraire à celui de M. Toullier.
- 1044. La présomption posée par l'art. 2279, n'a pas lieu lorsque le meuble est possédé par suite d'une convention passée entre le demandeur et le possesseur.
- 1045. Critique d'un arrêt de la Cour impériale de Paris, qui n'a pas aperçu cette nuance. La Cour de cassation ne condamne pas son erreur.
- 1046. Arrêt de la cour de Montpellier, qui se rapproche davantage du véritable sens de l'art. 2279, sans cependant le renfermer dans sa véritable portée.
- 1047. Pareil reproche fait à un arrêt de la cour de Bordeaux.
- 1048. Espèce décidée par l'auteur d'après le sens qu'il donne à l'art. 2279.
- 1049. L'art. 2279 est encore inapplicable lorsque la possession est parvenue dans les mains du possesseur, non-seulement par un contrat, mais encore par un quasi-contrat, un délit, un quasi-délit.
- 1050. Conclusion sur le système de M. Delvincourt, qui veut que, hors le cas de vol ou de perte, le possesseur d'un meuble ne puisse jamais être inquiété. Cette proposition est fautive toutes les fois qu'il y a eu entre le possesseur et le demandeur un contrat, un quasi-contrat, etc.
- 1051. Suite.
- 1052. L'art. 2279 ne pose une présomption *juris et de jure*, que lorsque le meuble est passé en mains tierces. Le tiers acquéreur d'un meuble n'a pas besoin de prescription pour en rester maître vis-à-vis du véritable pro-

priétaire; c'est ici qu'on applique la maxime: *en fait de meubles, la possession vaut titre.*

Réfutation du système de M. Toullier, qui exige une prescription de trois ans.

1053. C'est arbitrairement que M. Toullier a supposé qu'il faut une prescription de trois ans. Le Code ne connaît pas une telle prescription; il n'en fixe aucune, si ce n'est pour le cas de vol ou de perte.
1054. Suite de l'erreur de M. Toullier.
1055. Preuve que l'art. 2279 ne requiert la prescription triennale, que pour le cas où l'acheteur possède un meuble volé ou perdu.
1056. C'est à Bourjon, attaqué hors de propos par M. Toullier, que l'art. 2279 a emprunté son système.
1057. M. Toullier oppose en vain Denizart à Bourjon.
1058. Il n'est pas plus heureux en se rattachant à Pothier.
1059. Preuve que le système de Bourjon, consacré par le Code Napoléon, n'est pas *faux et absurde*, comme le dit M. Toullier. Conclusion sur le vrai sens de l'art. 2279.
1060. Conditions nécessaires pour que le possesseur puisse invoquer l'art. 2279.
- 1° Est-il nécessaire que la possession soit à titre de propriétaire? Le gagiste peut-il repousser, par l'art. 2279, le véritable maître qui poursuit la chose en ses mains?
1061. 2° Il faut que la possession soit de bonne foi.
1062. 3° Il faut que la possession soit certaine, matérielle, éclatante.
1063. Dans quel cas y a-t-il particulièrement des doutes sur la question de possession?
1064. A quels meubles s'applique la présomption de l'art. 2279?
1065. S'étend-elle aux créances?
1066. L'art. 2279 ne concerne pas les universalités de meubles. Ce qu'on entend par là.
1067. *Exceptions à l'art. 2279.* 1° Perte de la chose.
1068. 2° Vol de la chose. C'est au demandeur à prouver le vol.
1069. Au vol on doit assimiler l'escroquerie.
1070. Mais non pas l'abus de confiance.
1071. La revendication ne peut avoir lieu, si la chose a été achetée dans une foire, un marché public, etc., qu'en remboursant le prix.
1072. Mais le propriétaire a son recours contre le voleur ou contre celui qui a trouvé la chose.
1073. A-t-il son recours contre le vendeur de bonne foi?
1074. Il doit rendre au possesseur ses frais de conservation.

COMMENTAIRE.

1040. D'après le droit romain primitif, les meubles s'acquerraient par une possession d'un an avec bonne foi, et cette possession procurait l'usucapion, qui, comme on le sait, était une manière d'acquérir la propriété civile (1). Mais cette acquisition était extrêmement difficile; car l'usucapion des choses volées était prohibée (2), et l'acquisition de bonne foi par un tiers jointe à la possession ne purgeait pas ce vice originaire. D'ailleurs on donnait une grande étendue au vol. Il y avait vol toutes les fois qu'on déplaçait sciemment et frauduleusement la chose d'autrui, par exemple, en la vendant ou en la donnant de mauvaise foi (3).

Sous Justinien, il s'opéra un changement; l'usucapion ayant été fondue dans la prescription, de nouveaux délais furent substitués aux anciens. Les meubles ne purent s'acquérir désormais que par une possession de trois ans de bonne foi (4). Mais les mêmes motifs qui rendaient l'usucapion si difficile, continuèrent à paralyser la prescription.

Du reste, lorsqu'on était troublé dans la possession d'une chose mobilière, le droit romain accordait une action possessoire connue sous le nom d'*interdictum utrubi*. Pour prescrire, il faut posséder tranquillement; pour posséder tranquillement, il faut une action pour se faire garantir contre le trouble et la violence. C'est ainsi que les Romains étaient arrivés à séparer la possession des meubles de la propriété et à

(1) Caius, *Inst.*, lib. 2, c. 46.

(2) *Inst.*, de *Usucap.*, § 2.

(3) L. 1, C. de *Usucap. pro empt.*, l. 2, C. de *Usucap. pro donato inst. de Usucap.*, § 1. M. Ducaurroy, t. 1, p. 575, 576.

(4) L. unic. C. de *Usucap.*, transf. § *Jure civili*. *Inst. de Usucap. Auth. quas actiones*. C. de *sacrosanctis*.

maintenir le fait de la possession dans les meubles comme dans les immeubles.

1041. Il s'en faut de beaucoup que ces dispositions fussent reçues en France sans exception. Il est même assez difficile de dire quel était, sous l'ancien droit français, le système dominant en matière de prescription de meubles. Car la variété des usages et des opinions était infinie.

En Berry (1) et dans la coutume d'Oudenarde (2), on n'admettait que la prescription de trente ans. En Bretagne (3), les choses mobilières se prescrivaient par cinq ans, à moins qu'il n'y eût obligation, lettre ou promesse par écrit. Dans le ressort du parlement de Toulouse (4) et du parlement de Bordeaux (5), la prescription des meubles était la même que celle des immeubles, et c'était, au jugement de beaucoup d'auteurs, le droit commun dans les pays coutumiers (6). Il n'est pas inutile de connaître un arrêt du parlement de Paris du 11 juillet 1738, sur lequel nous aurons plus tard occasion de revenir. En 1718, le sieur de Montargis s'était rendu adjudicataire de la terre du Bouchet, qui était saisie réellement sur le sieur du Bosc. Il y avait dans le château de cette terre une galerie où étaient douze bustes représentant les douze empereurs romains. Ils n'étaient ni incorporés ni attachés au mur; mais on les avait placés sur des piédestaux scellés à chaux et à ciment sur le plancher. En 1736, la veuve du Bosc prétendit que ces bustes ne faisaient pas partie de la terre du Bouchet, et les fit saisir comme meubles en vertu des créances qu'elle avait sur la succession de son mari. Sentence des re-

(1) *Des Prescript.*, art. 1 et 10.

(2) Rubriq. 15, art. 2.

(3) Art. 284.

(4) Serres, *Inst. au droit français*, liv. 2, t. 6.

(5) Lapeyrère, lettre P., n° 98.

(6) Répert. de M. Merlin, p. 566.

quêtes du palais qui confirme cette saisie. Appel par Montargis. Il soutenait qu'en supposant que ces statues fussent de vrais meubles (ce qu'il niait positivement), il se trouvait à l'abri de la demande de la dame du Bosc par une prescription six fois réitérée, puisqu'il ne lui fallait que trois ans par le droit romain adopté parmi nous. Mais la dame du Bosc répondait qu'en France on ne suivait pas ce droit pour la prescription des meubles par trois ans; et que, dans les coutumes muettes, comme la coutume de Paris, les meubles ne se prescrivaient que par trente ans. Sur ces moyens, la sentence fut confirmée après un délibéré (1).

Il faut convenir cependant qu'il y avait plusieurs coutumes qui avaient imité les dispositions du droit romain. On peut citer les coutumes de la comté de Bourgogne (2), de Melun (3), Amiens (4), Anjou (5), Maine (6), Sedan (7), etc., (8). La Provence suivait aussi la prescription triennale (9), et ces usages avaient servi de prétexte à plusieurs graves auteurs pour enseigner que cette prescription avec titre et bonne foi formait le droit commun. Tels étaient Brodeau (10), Pocquet de Livonière (11), Dunod (12) et autres. Pothier convenait, dans son commentaire sur la coutume d'Orléans, que ce point était fort douteux (13). « Mais,

(1) Répert., *Prescript.*, p. 566.

(2) *Des Prescript.*, art. 1.

(3) Art. 148.

(4) Art. 163.

(5) Art. 444.

(6) Art. 454.

(7) Art. 524.

(8) Répert., *loc. cit.*

(9) *Loc. cit.* Lettres patentes de François I^{er}, du 19 mai 1517.

(10) *Sur Paris*, art. 118, n° 2.

(11) *Règles du droit français*, p. 224.

(12) P. 150.

(13) T. 14, *Introd.*, n° 4.

» disait-il, il est rare qu'il y ait lieu à la question, le
 » possesseur d'un meuble en étant parmi nous présumé le
 » propriétaire, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à
 » la prescription, à moins que celui qui réclame et
 » s'en prétend propriétaire ne justifiât qu'il en a
 » perdu la possession par quelque accident, comme
 » par un vol qui lui aurait été fait, auquel cas il ne
 » pourrait pas y avoir lieu à cette prescription de
 » trois ans qui, au terme du droit, n'a pas lieu pour
 » les choses furtives. »

On voit ici le principe d'une opinion originale et tout à fait inconnue dans le droit romain. C'est d'attribuer la propriété au possesseur du meuble (hors le cas de vol) par la seule puissance de la possession et sans le secours ordinaire de la prescription. Cette opinion, mise en avant par Pothier, était loin d'être un rêve de son imagination. Bourjon l'a exprimée d'une manière plus formelle encore. Il déclare qu'exiger la prescription pour l'acquisition d'un meuble qui est possédé par autrui, c'est aller contre la tranquillité et le bien du commerce; il blâme Duplessis d'avoir cru à une certaine prescription pour les meubles. Il n'accorde d'action en revendication que dans le cas de vol (1). Écoutons-le parler : « La prescription n'est d'aucune considération, elle ne peut être d'aucun usage quant aux meubles, puisque, par rapport à ces biens, la simple possession produit tout l'effet d'un titre par fait; principe qui aplanit les difficultés que le silence que la coutume a gardé sur cette prescription faisait naître; en effet, quelques-uns prétendaient que pour acquérir cette prescription, il fallait une possession de trente ans; mais cela n'était pas raisonnable, vu que pour les immeubles, lorsqu'il y a titre et bonne foi, elle ne requiert entre présents qu'une possession de dix ans : inconvénient qui

(1) T. 1, p. 458, 459 et 1094.

» avait conduit d'autres à dire que, conformément à
 » la disposition de Institutes, il fallait, pour prescrire
 » les meubles, une possession de trois ans. Ces contradictions cessent par le principe adopté et qu'on vient de poser... Suivant la jurisprudence du Châtelet, la possession d'un meuble, ne fût-elle que d'un jour, vaut titre de propriété, sauf l'exception ci-après (celle de vol). Duplessis estime qu'avec bonne foi, il faut trois ans pour prescrire la propriété d'un meuble, et trente ans lorsqu'il n'y a pas de bonne foi. Brodeau est du même sentiment; j'ai toujours vu cette opinion rejetée au Châtelet (1).

» Venons à l'exception qu'on a déjà annoncée. La chose furtive peut être revendiquée partout où on la trouve : c'est la seule exception qu'on puisse apporter à la règle ci-dessus (qu'en matière de meubles la possession vaut titre) (2).

On voit que Bourjon fondait sa proposition sur l'usage constant du Châtelet; cependant, un auteur qui écrivait à peu près dans le même temps que Bourjon, et qui était procureur auprès de ce tribunal, Denizart, est loin de donner une si grande extension à sa jurisprudence. « La coutume de Paris, dit-il, n'a point réglé, et je n'en connais pas qui fixe le temps pendant lequel il faut posséder un meuble pour en acquérir la propriété (3). Nous tenons au Châtelet pour maxime certaine, que celui qui est en possession de meubles, bijoux et argent comptant, en est réputé propriétaire, s'il n'y a titre contraire. »

Cette opinion de Denizart ne va à rien moins qu'à ne mettre presque aucune différence entre les meubles et les immeubles. Car en fait d'immeubles aussi, la possession (du moins la possession annale) fait pré-

(1) T. 1, p. 1094.

(2) T. 1, p. 1094.

(3) Cette assertion est singulière, si on se rapporte aux coutumes ci-dessus.

sumer le droit de propriété, et le possesseur est traité comme propriétaire jusqu'à ce que son adversaire produise un titre contraire qui fasse cesser cette présomption.

Je pourrais allonger le tableau de ces opinions diverses en citant d'autres auteurs chez qui je trouverais de nouveaux aperçus. Mais j'en ai dit assez pour montrer que trois systèmes s'étaient manifestés dans l'ancien droit : le premier, qu'on devait appliquer aux meubles les mêmes principes et les mêmes délais de prescription qu'aux immeubles; le second, qui, suivant le droit romain, fixait à trois ans le temps de la prescription des meubles; le troisième enfin, qui, pour mettre tout le monde d'accord, n'exigeait aucune prescription, et donnait à l'occupation tout l'effet de la propriété, à moins que la chose n'eût été volée.

1042. Il y avait du reste un point sur lequel on s'était généralement écarté du droit romain. C'était sur l'action possessoire pour meubles. Le droit français la refusait formellement. « Pour simples meubles, disait Loysel, on ne peut intenter complainte. Mais » en iceux echet aveu et contr'aveu (1); » avouer un meuble, c'était le réclamer, le revendiquer (2). On n'admettait donc pas une action réelle distincte de celle pour la propriété.

1043. Sur tout cela, qu'a fait le Code Napoléon? Rien n'est plus certain que la défense qu'il admet avec l'ancien droit d'intenter l'action possessoire pour un meuble (3). Ainsi, à cet égard, il a fait plein divorce avec le droit romain (4). Mais quand on demande quelle est la pensée du législateur sur la prescription des meubles, on éprouve beaucoup plus d'embarras; car la rédaction de l'article 2279 est loin d'être com-

(1) Liv. 5, t. 4, n° 15.

(2) Delaurière, sur Loysel.

(3) M. Bigot, *Motifs*. Fenet, t. 15, p. 600.

(4) Voy. *Suprà*, n° 281, les raisons de cela.

plète; elle reproduit un ancien adage assez mal formulé par ceux qui l'avaient imaginé! Elle a fait naître de grandes diversités d'opinions parmi les auteurs et les tribunaux.

Suivant M. Toullier, la maxime écrite dans notre article, *en fait de meubles la possession vaut titre*, ne signifie rien autre chose, sinon que celui qui possède un meuble n'est pas tenu, pour pouvoir le prescrire, de réunir au laps de temps la bonne foi et le titre. Comme la translation de la propriété des meubles se fait verbalement dans l'usage, le Code a retranché la nécessité d'un titre écrit, requise pour la prescription des immeubles; il suffit que le possesseur ait la bonne foi et qu'il jouisse pendant trois ans, délai de la prescription pour les meubles. Ainsi, suivant M. Toullier, une femme se constitue en dot un tableau de David, ou une statue de Canova, ou des diamants précieux. Le mari qui vend ces riches objets, vend évidemment la chose d'autrui. Eh bien! à la dissolution du mariage, la femme aura trois ans pour revendiquer les meubles dont il s'agit. L'article 2279 n'y formera pas un obstacle. L'acheteur ne serait à l'abri de l'action en revendication qu'autant qu'il aurait possédé la chose avec bonne foi pendant trois ans. Dans ce cas, la femme ne pourrait lui reprocher l'absence du titre écrit, et c'est en cela que la maxime consacrée par l'article 2279 serait d'une grande utilité pour le possesseur. M. Toullier a développé ses idées sur ce point dans une dissertation insérée dans son quatorzième volume (1).

M. Delvincourt a une opinion différente; il pense que hors le cas de vol ou de perte, nul ne peut agir en revendication contre celui qui possède un meuble (2). Quant à moi, je pense qu'aucun de ces systèmes ne satisfait pleinement l'esprit. Celui de M. Toullier sur-

(1) P. 115 et suiv.

(2) T. 2, p. 644.

tout est le moins soutenable, et quoique M. Delvincourt soit plus près de la vérité, il s'en éloigne cependant par quelque chose de trop absolu, qui égare quand on n'y fait pas d'attention. M. Duranton a exposé des idées beaucoup plus justes et plus précises (1). Mais ce ne sont que des aperçus, et notre devoir à nous est de donner le sens approfondi de l'art. 2279. Essayons d'en fixer la portée, tout en faisant ressortir les erreurs de ceux qui l'ont jusqu'à présent interprété.

L'art. 2279 a été écrit sous l'influence de cette ancienne règle du droit français, inconnue dans le droit romain, et qui porte que les meubles n'ont pas de suite; ce qui signifie que tout possesseur à qui le demandeur en revendication ne prouve pas qu'il tient la chose de lui, demandeur, à titre précaire ou à titre résoluble, et qu'il est possesseur de mauvaise foi, trouve dans le seul fait de sa possession une réponse victorieuse à l'attaque dirigée contre lui. Cette possession seule fait supposer le titre le plus légitime et le plus parfait. Peu importerait que le demandeur fût en mesure de prouver que la chose lui a appartenu, et que le possesseur actuel la tient d'un individu à qui elle avait été confiée; peu importerait qu'il se prévalût des dispositions de la loi pour prétendre que la vente de la chose d'autrui est nulle. Tous ces moyens, excellents quand il s'agit de la revendication d'un immeuble, échouent lorsque l'action en revendication a un meuble pour objet; car, en fait de meubles, il n'y a pas de droit de suite, à moins que la chose n'ait été volée ou perdue. Pour pouvoir demander un meuble à quelqu'un, il faut que le défendeur le tienne du demandeur à titre précaire ou résoluble, ou avec quelque droit qui l'affecte, et que l'objet ne soit pas passé en mains tierces. Alors seulement la possession

(5) T. 4, n° 433.

est insignifiante et sans valeur, et l'art. 2279 n'a pas fait pour ce cas la présomption inébranlable contenue dans son premier §. Il est vrai qu'au premier coup d'œil il paraît général et absolu dans ses termes, et c'est ce qui fait que quelques jurisconsultes s'y sont laissé tromper. Mais avec un peu d'attention, et en comparant le premier § avec le second et avec l'article 2280, on aperçoit bien vite qu'il suppose que la chose est passée dans plusieurs mains, qu'un tiers acquéreur est intéressé dans la poursuite, et que le droit du véritable propriétaire entend se signaler par un droit de suite. C'est alors que, fidèle à la règle, que les meubles n'ont pas de suite, il fait prévaloir la possession sur la propriété et élève un obstacle contre la revendication.

De là résulte la nécessité de faire une distinction capitale entre le cas où celui qui réclame un meuble agit par une action personnelle ou mixte, fondée sur un titre passé avec le possesseur, et le cas où, agissant contre un tiers, il intente une action réelle. Cette distinction est la clef de l'article 2279; et, quoiqu'elle ne soit posée nulle part, elle n'en est pas moins le seul moyen d'arriver à en pénétrer le sens. On va voir qu'elle résout toutes les difficultés de la manière la plus simple, et qu'elle ne fournit pas une seule solution qui ne soit également approuvée par la raison et l'équité.

1044. Lorsque le demandeur agit en vertu d'un titre ou d'une convention passée avec celui qui possède, son droit, pour réclamer le meuble, ne se prescrit que par le délai ordinaire voulu pour prescrire l'action résultant de la convention, et l'article 2279 est sans application. C'est là notre premier point.

Par exemple, je vous donne un meuble à titre de dépôt, ou à titre de prêt, ou à titre de location. Votre possession, qui, du reste, n'est qu'une possession précaire, n'a aucune vertu en présence du titre que je lui oppose. Je la réduis à sa juste valeur en faisant pa-

raître votre obligation, et ce n'est pas ici qu'est applicable la maxime : *en fait de meubles, la possession vaut titre*. Ou du moins, si la possession est un indice de la propriété d'un meuble ou d'un immeuble, ce n'est qu'autant qu'on ne montre pas un titre contraire, qui prouve que vous, possesseur, vous ne tenez que de moi votre détention.

Il en est de même du cas où deux parties seraient convenues de jouir en commun d'un meuble. La représentation du titre contenant cette convention ferait tomber la présomption résultant de ce qu'un seul des communistes posséderait la chose.

Enfin, pour confirmer notre assertion, on peut citer le droit du vendeur, de demander contre l'acheteur la résolution d'une vente mobilière (1). L'acheteur possède le meuble; cependant, malgré la règle, *en fait de meubles, la possession vaut titre*, il n'est jamais venu dans la pensée de personne de prétendre que ce titre, quelque grave qu'il soit, pût avoir la moindre énergie contre le vendeur non payé, qui réclame la résolution de la vente.

Je dis donc que lorsque la demande est fondée sur une obligation passée entre le demandeur et le possesseur, l'article 2279 est inapplicable et ne change rien au droit commun.

1045. C'est ce que n'ont pas toujours aperçu ceux qui, n'entrant pas assez dans l'esprit de la loi, ont pris l'article 2279 isolément et sans le rattacher au sujet qu'il traite. Ainsi, il est arrivé que la cour de Paris a vu une présomption *juris et de jure* de propriété dans l'article 2279, invoqué contre un demandeur qui se prévalait d'une convention passée entre lui et le défendeur. Voici cet arrêt évidemment fondé sur une erreur de droit; s'il a été maintenu devant la Cour de

(1) Mon Comm. de la Vente, t. 2, n° 646; et mon Comm. des Hypoth., t. 1, n° 195.

cassation, je crois que ce n'est que par des raisons de fait de nature à le justifier. On va en juger.

Les deux frères Creps s'étaient associés pour une entreprise de voitures publiques. La société fut dissoute en 1813, et les objets qui la composaient furent partagés. Peu de temps après, Creps jeune prétendit qu'une voiture déposée par son frère chez un serrurier pour la réparer *était restée indivise lors du partage*. Il demanda à prouver que son frère lui avait offert 4,000 fr. pour sa part. Creps aîné répondit qu'il était en possession de la voiture; que cette possession était une preuve de propriété qui ne pouvait être combattue par la preuve contraire qu'en deux cas, celui de vol ou de perte. Par arrêt du 8 octobre 1814, la cour royale de Paris déclara la preuve inadmissible par le motif : « que la première disposition de l'article 2279 » portant qu'en fait de meubles la possession vaut » titre, établit en faveur du possesseur d'une chose » mobilière une présomption de propriété *juris et de jure*, qui ne peut être combattue par la preuve » contraire. »

Sur le pourvoi, la section des requêtes statua ainsi qu'il suit, par arrêt du 4 juillet 1816 (1) :

« Attendu que s'il est vrai qu'en général la possession vaut titre en fait de meubles, il est constant que » l'article 2279 n'y apporte que deux restrictions » expresses, l'allégation de la perte ou du vol de la » chose réclamée, lorsqu'elle est dans la possession » d'un tiers; que le demandeur n'alléguait ni perte » ni vol de la voiture; qu'il y avait eu une société » partagée entre lui et son frère; qu'aucune difficulté » n'avait eu lieu après le partage; que ce dernier était » en possession publique de la voiture, qu'il a confiée à un serrurier pour y faire des réparations; » que le demandeur en cassation a fait faire à ce ser-

(1) Sirey, 18, 1, 166. Palais, t. 18, p. 564. Je n'ai pas trouvé dans M. Dalloz cet arrêt important.